

FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES

Aide aux partenaires 2026

FONCTIONNEMENT

La date limite de dépôt :

- **13 mars** pour un passage en commission en mai
- **22 mai** pour un passage en commission en juillet

Le dossier complété, daté et signé doit être retourné à l'adresse suivante :

actionsociale-projet@caf56.caf.fr

obligatoirement accompagné des documents ci-dessous :

- ☐ l'avis de situation au répertoire Sirene de l'entité bénéficiaire de l'aide (SIREN / SIRET)
- ☐ le relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide
 - Ou une attestation de non-changement de situation si aucun changement et justificatifs déjà fournis en N-1

Et selon votre situation :

👉 **Collectivité territoriale – Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Autres personnes publiques**

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale et fonctionnement	• Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence • Arrêté ou décret de création de la personne morale (y compris communes nouvelles)	• Attestation de non-changement de situation
Vocation	• Statuts datés et signés en vigueur pour les EPCI (détaillant les champs de compétence)	• Attestation de non-changement de situation



Associations – Mutuelles - Comité Social et économique (Cse) – Fondations

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir si première demande ou en cas de changement si justificatifs déjà fournis en N-1	Justificatifs à fournir si aucuns changements et justificatifs déjà fournis en N-1
Existence légale et fonctionnement	• <u>Pour les associations</u> : récépissé de déclaration en Préfecture (ou dernier récépissé à jour) et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE) • <u>Pour les CSE</u> : procès-verbal des dernières élections constitutives • <u>Pour les mutuelles</u> : un certificat d'immatriculation portant mention du numéro d'identité visé par les dispositions de l'article R. 123-220 du code de commerce	• Attestation de non-changement de situation
Vocation	• Statuts datés et signés en vigueur	• Attestation de non-changement de situation
Capacité du contractant	• Liste datée de moins de 12 mois des membres du conseil d'administration et du bureau	• Liste datée de moins de 12 mois des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	• Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1) • Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)	• Dernier bilan comptable disponible ou N-1



Entreprise – groupement d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale et fonctionnement	• Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois	• Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois
Vocation	• Statuts datés et signés en vigueur	• Attestation de non-changement de situation
Pérennité	• Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1) • Dernier bilan comptable disponible ou N-1	• Dernier bilan comptable disponible ou N-1

Points d'attention :

- Tout dossier ne comportant pas les éléments cités ci-dessus sera retourné pour complétude.
- Tout dossier arrivé après la date d'échéance ne sera pas étudié.
- Si vous avez plusieurs demandes, privilégiez l'envoi en un seul mail pour n'avoir à envoyer les pièces justificatives qu'une seule fois.
- **Vous ne devez cocher qu'un seul axe et volet.** En cas de doute, nous vous invitons à vous rapprocher du chargé de conseil et développement de votre territoire.
- **Seuil de versement :**

Au regard de la réglementation, seules les subventions supérieures ou égales à **1 500 €** seront attribuées.

- **Pluriannualité :** 2 ans maximum 2026 et 2027

Axe 1 : Accueil des enfants et adolescents en situation de handicap dans les structures et services de droit commun

☐ **Volet 2*** : Soutenir l'engagement des professionnel(le)s de la petite enfance dans l'inclusion des enfants en situation de handicap

☐ **Volet 3*** : Renforcer les dynamiques inclusives en Alsh en garantissant l'opérationnalité des solutions d'accueil

☐ **Volet 4*** : Favoriser l'inclusion des enfants et adolescents en situation de handicap dans les autres services d'accueil

☐ **ANNEXE DONNEES COMPLEMENTAIRES** spécifique à l'Axe 1 à compléter et à transmettre avec la demande

* : Pour les volets 2-3-4 : certains dossiers pourront être déposés entre le 01/07 et le 30/09 en fonction de nouveaux besoins d'accueil

Axe 2 : Amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'accueil collectif et individuel du jeune enfant

☐ **Volet 1** : Renforcer l'accessibilité des modes d'accueil du jeune enfant

☐ **Volet 2** : Enrichir les équipes et les projets d'accueil dans les EAJE

☐ **Volet 3** : Faciliter le recours à l'accueil individuel et accompagner la qualité des pratiques

Axe 3 : Engagement et participation des enfants et des jeunes

☐ **Volet 1** : Renforcer l'accès des enfants et des adolescents aux loisirs éducatifs en accompagnant le développement d'une offre de loisirs en faveur des publics les plus vulnérables et en soutenant l'essaimage d'initiatives concourant à l'éveil citoyen, artistique, culturel, scientifique et écologique

☐ **Volet 2** : Soutenir les engagements et les initiatives des jeunes

☐ **Volet 3** : Soutenir les initiatives numériques en direction des enfants et des jeunes

Axe 4 : Maintien et développement des services aux familles dans des territoires spécifiques

☐ **Volet 2** : Développer les projets itinérants adaptés à la configuration des territoires

Axe 5 : Soutien des établissements d'accueil et de services petite enfance et jeunesse présentant des fragilités économiques

☐ **Dossier spécifique remis à la demande du partenaire**

Axe 6 : Appui aux démarches innovantes

☐ **Volet 3** : Actions innovantes faisant intervenir la participation des publics dans le processus d'élaboration (amorçage)

Champ d'intervention concerné par la demande :

☐ Petite-Enfance

☐ Enfance-Jeunesse

☐ Animation de la Vie Sociale

☐ Parentalité

☐ Inclusion, Autonomie, Insertion

☐ Autres :

☐ **GRILLE d'ELIGIBILITE** spécifique à l'Axe 6 à compléter et à transmettre avec la demande

Axe 7 : Renforcement de la lutte contre la non-décence des logements et promotion des projets en faveur du logement des familles, des jeunes et du cadre de vie

☐ **Dossier spécifique remis à la demande du partenaire**

Identification du demandeur (porteur de projet) :

Nom, Dénomination :

Nature juridique :

N° SIRET :

N° RNA (si association) :

Adresse :
.....

Code postal : Ville :

Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom, Prénom :

Fonction :

Courriel du représentant légal (pour e-signature via DocuSign) :

.....

Coordonnées du référent :

Nom, Prénom :

Fonction :

Tél :

Courriel :

DESCRIPTIF DU PROJET

Intitulé de l'action ou du projet :

Renseignements relatifs à l'établissement pour lequel l'aide est sollicitée :

- ☐ Pôle Ressources ☐ EAJE ☐ ALSH ☐ Centre social/Espace de vie sociale
☐ LAEP ☐ Relais petite enfance ☐ Autres :

Si Alsh, préciser : ☐ ALSH extrascolaire ☐ ALSH périscolaire ☐ Accueil Adolescents

Avez-vous bénéficié de la PS Jeune au titre de l'année 2025 : ☐ OUI ☐ NON

Nom de l'équipement :

Nom de la commune d'implantation de l'action :

Nom de l'EPCI (Communautés de communes ou Agglomération) d'appartenance :

Type de territoire d'implantation de l'action :

- ☐ Rural ☐ Urbain ☐ Péri-urbain
☐ QPV (Quartier Politique de la Ville) ☐ ZRR/ FRR (France Ruralités Revitalisation)

L'action est-elle valorisée et suivie dans une Convention Territoriale Globale (CTG) :

- ☐ OUI ☐ NON

Pluri annualité : l'action est-elle renouvelée sur plusieurs années (2026-2027) :

- ☐ OUI ☐ NON

Si oui, il convient de :

- Préciser les années concernées dans la description de l'action :
- Compléter un budget prévisionnel pour 2026 et 2027.

Description détaillée de l'action :

Modalités de calcul du coût de l'action (et détaillez le montant du coût sollicité) :

Budget prévisionnel 2026 de l'action (A dupliquer si action pluriannuelle)

CHARGES	PRODUITS
- Achats _____	- Vente de produits _____
- Services extérieurs _____	- Subvention d'exploitation
- Autres services extérieurs _____	. Collectivités Locales _____
- Impôts, Taxes et Versements Assimilés _____	. Caf (subvention FPT sollicitée) _____
- Charges de personnel _____	. Msa (subvention sollicitée) _____
- Autres charges de gestion courante _____	. Conseil Départemental _____
- Charges financières _____	. Autre (à préciser) _____
- Charges exceptionnelles _____	- Autres produits de gestion courante _____
- Dotations aux amortissements _____	- Produits financiers _____
	- Produits exceptionnels _____
TOTAL _____	TOTAL _____

NB : si votre action se déroule au sein d'un équipement, ne pas indiquer le budget total de celui-ci mais uniquement celui de l'action.

Date : ____/____/____

Cachet	Nom et signature de la personne habilitée

Annexe 1 : ATTESTATION DE NON-CHANGEMENT DE SITUATION

Je soussigné(e)

☐ Président(e) de l'Association, Mutuelle :

☐ Maire de la Commune de :

☐ Président(e) du Centre Communal d'Action Sociale de :

☐ Président(e) de la Communauté de Communes de :

☐ Président(e) de la Communauté d'Agglomération de :

☐ Dirigeant(e) de l'entreprise :

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant les pièces listées ci-dessous en cochant les cases correspondantes :

Liste des justificatifs pour les Associations – Mutuelles – CSE - Fondations

- ☐ Récépissé de déclaration en préfecture (pour les associations) / Récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles (pour les mutuelles)
- ☐ Avis de situation au répertoire Sirene (SIREN / SIRET)
- ☐ Statuts datés et signés en vigueur
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Liste des justificatifs pour les Collectivités territoriales – EPCI – Autres personnes publiques

- ☐ Arrêté préfectoral portant création d'un SIVU/SIVOM/EPCI/Communauté de communes et détaillant le champ de compétence
- ☐ Avis de situation au répertoire Sirene (SIREN / SIRET)
- ☐ Statuts datés et signés en vigueur pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Liste des justificatifs pour les Entreprises – Groupement d'entreprises

- ☐ Avis de situation au répertoire Sirene (SIREN / SIRET)
- ☐ Statuts datés et signés en vigueur
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Si une modification est intervenue sur une pièce, merci de joindre le justificatif correspondant.

Fait à le

Signature